

Source :

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2012/07/10/feature-03>

Magharebia – 11 juillet

## **Les ministres de l'UMA proposent un pacte de sécurité conjoint**

**La sécurité dans la région du Maghreb et les risques inhérents au conflit au Mali ont été au centre de la réunion des chefs de la diplomatie de l'Union du Maghreb arabe.**

Par Nazim Fethi pour Magharebia à Alger – 10/07/12

Les ministres des Affaires étrangères du Maghreb ont conclu, le lundi 9 juillet à Alger, quarante-huit heures d'entretiens par un plan décidant l'adoption d'une approche commune face aux menaces sécuritaires.

"Le terrorisme et le crime organisé... constituent des menaces pour la paix au Maghreb, en Afrique et en Méditerranée", ont convenu les chefs de la diplomatie des pays de l'UMA dans leur communiqué final.

Les Etats membres de l'UMA, Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie et Libye, ont souligné la nécessité d'intensifier la coopération aux niveaux régional et international dans le domaine de la sécurité.

"Ce qui est important, c'est que pour la première fois, les ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés pour réfléchir à une stratégie commune de sécurité", a déclaré Abdelkader Messahel, ministre algérien en charge des Affaires africaines et du Maghreb.

"Nous devons trouver une réponse aux événements dans le Maghreb", a ajouté Messahel. "Il est survenu des bouleversements qui ont eu des répercussions sur la sécurité".

Le chef de la diplomatie libyenne, Achour Benkhayal, a remis sur le tapis l'exigence des nouvelles autorités libyennes de voir "les criminels réfugiés dans les autres pays du Maghreb" extradés vers la Libye. Il n'a pas manqué de saluer la décision du gouvernement tunisien d'avoir extradé l'ancien Premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmoudi.

Pour sa part, le ministre marocain des Affaires étrangères Saadeddine El Othmani a souligné l'existence d'un "consensus maghrébin" quant à la nécessité d'une solution politique à la crise au Mali.

"Ce qui se passe dans le nord du Mali est une tentative d'afghanisation de la région", a déclaré le chef de la diplomatie tunisienne, Rafik Abdesselam.

Il a ajouté que les groupes terroristes veulent profiter de l'instabilité des pays ayant connu le "Printemps arabe". Il a plaidé en faveur du tarissement des trois sources du terrorisme, à savoir les armes, l'argent et les moyens de communication.

Les cinq pays sont convenus de la nécessité d'une coopération et d'une coordination tout en mettant au point des "programmes précis" liés à ces deux volets.

Pour sa part, le ministre algérien Mourad Medelci a estimé que la circulation des armes et le développement des réseaux criminels ont aggravé la situation sécuritaire dans la région du Maghreb.

"Il existe un lien direct entre les groupes terroristes et les réseaux criminels, tout comme on ne peut faire l'impasse sur le phénomène du blanchiment d'argent qui a pris de l'ampleur dans notre région et qui constitue, d'une manière ou d'une autre, un soutien au terrorisme et au crime dans la région", a-t-il dit.

Il a reconnu que la situation dans le nord du Mali avait un impact direct sur les pays du Maghreb. A ce titre, il a invité ses homologues maghrébins à prendre part au deuxième congrès sur la sécurité et le développement, qui devrait se tenir à Niamey, au Niger, dans les prochains mois.

"Il ne peut y avoir de sécurité sans développement, tout comme il ne peut y avoir de développement sans sécurité", a conclu Medelci.

Enfin, le chef de la diplomatie mauritanienne, Hamadi Ould Baba Hamadi, a estimé que la réalisation des objectifs de développement économique dépend très largement de la situation sécuritaire.

L'Algérie a proposé la tenue de réunions ministérielles annuelles consacrées au sujet de la sécurité dans la région.